

Construire l'école d'après ...

Toutes et tous, nous sommes confiné.e.s mais nos idées, nos revendications et nos intelligences ne le sont pas. Nous sommes confiné.e.s, isolé.e.s, mais uni.e.s dans un même esprit solidaire, progressiste, avides de justice sociale et d'écologie.

La pandémie à laquelle nous devons faire face aujourd'hui nous invite à relever des défis jusque-là inédits. La planète est saccagée, des femmes, des hommes et des enfants sont sacrifié.e.s., et il nous faut maintenant prendre le temps de réfléchir et de repenser notre monde.

Toutes et tous, nous avons à ôter nos œillères. Cette crise sans précédent met en lumière de manière tragique ce que nombre d'entre nous dénoncent depuis des années : la faillite du système dans lequel nous vivons.

Nous nous devons de faire le bilan de ces dernières décennies où, au nom du profit, de l'économie spéculative, l'économie réelle ne repose plus sur aucune réalité concrète.

L'école des confiné.e.s

Jeudi 12 mars, Emmanuel Macron a annoncé la fermeture des écoles dès le lundi suivant, ne nous laissant qu'une journée pour organiser « la **continuité pédagogique** » : continuité imposée sans précision, sans cadrage ou ébauche d'une consultation, continuité imposée sans tous les outils nécessaires.

Pourtant, depuis des semaines, le gouvernement indiquait qu'il n'en était pas question. Il a fait preuve ici, comme tout au long de cette crise de prises de décisions unilatérales, d'injonctions sans cesse contradictoires, d'une improvisation totale et de non-préparation : manque de tests, de masques, de lits... La liste est longue et ne saurait être exhaustive.

La confusion et la désorganisation dans lesquelles nous plonge ce gouvernement sont profondément anxiogènes. Par exemple, il a demandé la présence des enseignant.e.s à l'école puis finalement non, sauf pour celles et ceux qui s'occupent des enfants des soignant.e.s sans protections. Il a affirmé que les masques étaient inutiles, puis finalement est revenu sur sa position. Il nous a interdit de sortir mais invité.e.s à voter et à aller travailler...

Là où la Belgique a su proposer un cadrage national sans notes, sans nouveaux apprentissages, le gouvernement français a laissé ses enseignant.e.s chercher des solutions, seul.e.s, face à un problème inextricable : **comment assurer cette fameuse « continuité pédagogique », accompagner et soutenir nos élèves et leur famille dans cette épreuve ?** En effet, les élèves et les enseignant.e.s ne sauraient se satisfaire d'une "pédagogie à distance" imposée par la situation. Elle ne permet au mieux qu'un enseignement frontal. Elle en fait au pire reposer la responsabilité sur les parents et leur disponibilité, elle dépend des outils et espaces dont les familles disposent, du nombre d'enfants, de l'autonomie des élèves, de l'aisance de chacun.e avec la langue française et les codes de l'école. Le savoir-faire et la pédagogie des enseignant.e.s ne se délèguent pas.

Faire école, c'est apprendre ensemble. Par essence, le principe de "continuité pédagogique" ne peut que renforcer les inégalités et exercer une pression culpabilisatrice insoutenable pour les familles, les élèves et les enseignant.e.s.

Prisonnier.ère.s de ces contradictions, nous sommes, enseignant.e.s, tenu.e.s d'inventer des réponses qui ne peuvent qu'être insatisfaisantes. Ainsi, il apparaît indispensable de se fixer des

règles communes afin de faire au mieux dans cette période si particulière. Celles-ci ne peuvent être dictées que par **un seul objectif : le bien être des élèves et de leur famille**. Notre temps s'est arrêté : les écoles sont fermées, les commerces sont suspendus, la plupart des individus sont confinés. Dans ce contexte douloureux, il ne s'agit plus de transmettre les savoirs du programme, mais de se préserver collectivement et de prendre soin les un.e.s des autres.

Si renoncer à la continuité des apprentissages est regrettable, la priorité est bien de préserver la santé physique et psychique de nos élèves, de leurs familles et des enseignant.e.s.

Aussi, nous réaffirmons que **nous ne pouvons pas mettre en place de « continuité pédagogique »**. Et nous désirons simplement, sans creuser davantage les inégalités, maintenir des liens avec les enfants et leurs familles.

Ainsi nous refusons :

- Toute forme de notation ou d'évaluation certificative continue
- L'apprentissage de toute nouvelle notion
- Toute obligation ou pression ayant pour objectif d'amener les élèves à rendre des exercices.

Et nous privilégions :

- Les contacts réguliers
- Les supports ludiques
- Les activités culturelles
- Les défis, les jeux...

Nous demandons, en outre, que des psychologues qualifié.e.s nous conseillent pour accompagner au mieux nos élèves et leurs parents et qu'un soutien soit proposé aux personnels.

Le 11 mai : vers une réouverture progressive des écoles ?

C'est dans ce contexte général qu'Emmanuel Macron, à la grande surprise de toutes et tous, a annoncé la réouverture progressive des crèches, écoles, collèges et lycées à partir du 11 mai. Cette décision a été prise de manière unilatérale par le président. Les syndicats enseignants, les acteurs locaux, les fédérations de parents d'élèves, les médecins, n'ont absolument pas été consultés. De plus, les éléments ayant amené à ce positionnement n'ont pas été explicités et aucun plan n'a été présenté ni même pensé.

Il s'agit véritablement là d'un dé-confinement à l'aveugle et donc d'un pari sur nos vies ! Le timing, la faisabilité, les éléments techniques, pédagogiques et psychologiques ne sont pas des détails, ce sont des préalables.

Sous couvert de lutter contre les inégalités scolaires, l'objectif d'Emmanuel Macron et de son gouvernement est limpide : les parents doivent retourner travailler car l'économie et les profits priment sur tout le reste. Cet argument, mis en perspective avec les politiques menées ces dernières années, notamment avec le démantèlement des services publics, apparaît comme un prétexte hypocrite et cynique dans leur bouche. Comment expliquer, sinon, que les étudiant.e.s ne reprennent pas ? Que les lieux de loisirs, restaurants, cinéma restent fermés ? Les cantines scolaires et les classes permettent-elles davantage de garantir les gestes barrières ? Les élèves de primaire sont-ils en mesure de les respecter ? Le président de la Fédération des Médecins de France estime que cette reprise le 11 mai ferait " courir un risque inutile". Le président du Conseil National de l'Ordre des Médecins déclare que « ce choix révèle un manque absolu de logique ». L'INSERM n'envisage pas cette réouverture avant septembre.

Aussi nous exigeons les préalables suivants à toute reprise :

- L'approbation du corps médical
- Des tests réguliers pour tous les personnels et les élèves, comme le CHSCT l'a préconisé (beaucoup de porteurs sont asymptomatiques)
- Des masques chirurgicaux ou FFP2 en quantité suffisante
- Des gants, du savon, du gel hydro-alcoolique, des mouchoirs en papier...
- Des espaces adaptés permettant de garantir les gestes barrières (classes, toilettes, cantines...)
- Une désinfection systématique des locaux
- Des petits groupes d'élèves par classe
- Des moyens et du temps pour élaborer une pédagogie adaptée à la situation et aucune pression à propos des programmes
- Du matériel individualisé (pour manipuler, écrire...)
- Une vraie médecine scolaire et médecine du travail.

Or, ces conditions semblent totalement irréalisables au vu de la situation actuelle. Les blouses, tests, masques sont déjà en nombre insuffisant pour les soignants. De plus, si les populations les plus précaires sont les premières victimes du confinement, elles seront aussi les premières victimes d'un dé-confinement dont les garanties sanitaires ne seraient pas respectées.

C'est pourquoi, le 11 mai, ce sera sans nous ! Cette reprise engage notre responsabilité individuelle et nous ne saurions faire prendre des risques inconsidérés à nos élèves, leur famille, tous les personnels et donc toute la population : **la 2^{ème} vague ne passera pas par nous !**

Construisons l'école d'après !

Selon Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer, **les inégalités sociales et scolaires** sont insupportables. Or, elles sont le **résultat de décennies de politiques régressives, dont celles de ce gouvernement**, à l'école et partout ailleurs. Si le 93 subit cette crise de plein fouet, celle-ci ne fait qu'exacerber les inégalités qui préexistaient, notamment dans les champs sociaux, scolaires, sanitaires et judiciaires. De nombreuses personnes se battent et dénoncent ces injustices depuis des années. L'importance des services publics prend aujourd'hui tout son sens et ils ne peuvent fonctionner avec efficacité sans l'octroi de moyens à la hauteur des enjeux, sans leur préservation et sans leur développement.

Après le dé-confinement, le statu quo n'est donc pas envisageable ! Nous devons, en outre, prendre en compte cette période d'enfermement, sans école, et ses conséquences sociales et psychologiques.

Ensemble, il nous faut concevoir des innovations, réfléchir à l'utilisation des espaces, se saisir de notre liberté pédagogique. Il est temps de faire des propositions concrètes pour pallier les inégalités et transformer notre école afin de lui permettre de répondre à nos ambitions : amener tous les élèves à réussir et à s'émanciper. Il s'agit là d'un véritable défi qui nous attend. Prenons le temps nécessaire qui nous permettra de le relever et d'**organiser une rentrée en septembre dans les meilleures conditions pédagogiques, psychologiques, sociales et sanitaires.**

Pour ce, nous réclamons :

- Une **création massive de postes** et non des fermetures de classe (169 fermetures de classe dont 125 en éducation prioritaire dans le 93, décidées sans consultation pendant le

confinement)

- Un renforcement des **REP** et **REP+** et non leur suppression
- Le développement des **RASED** et non leur diminution
- Des créations de postes de "**maîtres supplémentaires**" et non leur disparition
- Le renforcement de la **médecine scolaire** et non son absence totale dans de nombreuses circonscriptions
- Une réforme pour une véritable **formation** initiale et continue de qualité, plus proche des attentes des étudiants et du terrain, et non sa réduction vers sa quasi inexistence
- Une hausse des **salaires** pour pallier les difficultés de recrutement ainsi que la perte du pouvoir d'achat des enseignant.e.s et non le gel du point d'indice et une rémunération sous-évaluée
- Un concours de **recrutement national** et non une inégalité entre les enseignant.e.s face aux concours et à la mutation
- Une véritable **liberté pédagogique** et non des injonctions et évaluations inutiles
- Une **école collaborative** dont les programmes et la pédagogie tiennent compte des élèves les plus en difficultés et non une mise en concurrence toujours plus cruelle et omniprésente
- La création d'un **statut pour les AESH** avec une formation et un salaire adaptés pour accompagner les élèves porteur.se.s de handicap et non un travail précaire sans véritable qualification
- Une **médecine de prévention** ambitieuse pour les personnels et non son absence.

De manière générale, il faut un **plan de rattrapage pour notre département** et pour toutes les zones sinistrées. Des services publics dont les services sociaux, de santé, la Protection Judiciaire de la Jeunesse doivent être développés et renforcés et non démantelés.

Au-delà de l'école et avec ces constats, il est temps de mettre fin au règne ubuesque de la finance. Temps de mettre un terme à ce capitalisme dont nous subissons les conséquences. Temps de les faire payer dans tous les sens du terme ! #NosViesValentPlusQueLeursProfits

Notre colère grandit, s'amplifie. Une colère constructive qui se mêle à celle des autres. **Toutes et tous ensemble, construisons le monde et l'école d'après, reprenons le pouvoir sur nos vies et promouvons l'écologie, la justice sociale et la solidarité !**

L'AG éducation 1er degré Romainville, Les Lilas, Le Pré Saint-Gervais (93) le 14 avril 2020